

sismologique de Yellowknife, pour laquelle on utilisera les meilleures technologies qui soient, permettrait au Canada de contribuer à un système international qui pourrait un jour constituer un élément essentiel de la vérification d'un traité visant l'interdiction complète des essais. En octobre 1985, une subvention de recherche couvrant deux ans de travaux a été octroyée à l'Université de Toronto, afin que soit examinée l'utilité des données sismologiques régionales, et notamment des ondes sismiques haute fréquence, pour distinguer les tremblements de terre des explosions nucléaires souterraines, y compris celles réalisées en situation de découplage. Et au mois d'octobre dernier, le Canada a tenu un atelier technique réunissant des spécialistes de la communication de données sismologiques. Venus de seize pays, y compris l'URSS, ils ont discuté de l'échange de données sur les formes d'ondes sismiques, c'est-à-dire les données numériques originales concernant les événements sismiques détectés par les stations de sismographes participantes. Les résultats de cette rencontre seront mis à la disposition de la Conférence du désarmement.

-- Espace extra-atmosphérique: Le Canada a étudié certains aspects des moyens techniques qui pourraient servir à la vérification de l'application d'un accord multilatéral sur le contrôle des armes spatiales. Une étude de faisabilité intitulée "PAXSAT A" a permis d'évaluer l'application pratique des techniques civiles de télédétection aérospatiale à la vérification d'un traité sur l'espace extra-atmosphérique.

J'aimerais maintenant parler des efforts déployés par le Canada pour traiter la question de la vérification dans le cadre des forums multilatéraux sur le contrôle des armements et le désarmement.

À la Conférence du désarmement (CD) à Genève, le Canada a présenté des documents de travail sur les aspects juridique et technologique du contrôle des armements et de l'utilisation de l'espace extra-atmosphérique. Nous travaillons en étroite collaboration avec le Groupe d'experts scientifiques de la CD. Nous avons étudié certains aspects des moyens techniques qui pourraient être requis pour vérifier l'application d'un accord multilatéral